

# Mission en Palestine de militants du NPA

vendredi 21 août 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 29 août 2009).

**Trois mois après la mission NPA menée par Olivier Besancenot et Myriam Martin, un groupe de militants du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) de la région parisienne actuellement en Palestine témoigne de la situation sur place.**

## Sommaire

- [Billet n° 1 : la nouvelle \(...\)](#)
- [Billet n°2 : les Palestiniens](#)
- [Billet n° 4 Jérusalem, : \(...\)](#)
- [Billet n°5 Bethleem : dans \(...\)](#)
- [Billet n° 6 : le projet \(...\)](#)
- [Billet n°7 Naplouse : la \(...\)](#)
- [Billet n°8 Abou Khaf : avec](#)
- [Billet n°9 Jérusalem : contre](#)
- [Témoignages](#)
- [Union des comités des femmes](#)

## **Billet n° 1 : la nouvelle Jérusalem, un vieux projet sioniste**

***Jérusalem, le 27 juillet 2009***

### **La colonisation à Jérusalem-Est : le quartier de Sheikh Jarrah**

Dans le quartier de Sheikh Jarrah, situé à Jérusalem-Est, nous avons fait la connaissance de la famille Hanoun qui vit ici depuis 1956. Fils de réfugiés originaires de Haifa, Monsieur Hanoun, sa femme et leurs trois enfants vivent sous la menace permanente d'une expulsion. Il en va de même pour deux autres familles à qui l'on demande de prouver que la terre sur laquelle ils vivent depuis des décennies leur appartient. Si ces familles étaient expulsées, elles n'auraient plus qu'à se réfugier sous la tente érigée en novembre 2008 suite à l'expulsion de la famille K. Sous cette tente, la veuve K nous raconte comment son mari a succombé à une crise cardiaque le lendemain même de leur expulsion puisqu'aucune ambulance n'a été autorisée à le secourir. A quelques rues de là, des colons juifs, accompagnés d'une milice armée ont pris possession d'une maison vacante et y entreprennent des travaux dans la plus grande illégalité. Depuis plusieurs semaines, des habitants du quartier et des militants internationaux, et également des juifs israéliens se relaient autour des maisons pour empêcher les éventuelles agressions et les risques d'expulsion.

Ces expulsions et occupations viennent confirmer le projet dont nous a parlé Monsieur Hanoun, la destruction de tout le quartier et la construction de 250 logements destinés aux seuls colons.

### **La judéisation de la vieille ville**

La campagne de colonisation qui s'accélère à Jérusalem-Est participe d'une volonté toujours accrue

de faire de Jérusalem une ville uniquement juive. Ce projet s'applique également à la vieille ville qui compte actuellement environ 25000 musulmans, 7000 à 8000 chrétiens et 3000 juifs ; mais de nombreux lieux ont été ouverts à la colonisation juive. Dans le quartier musulman de la Tour des Cigognes, un bulldozer a récemment détruit un centre pour personnes âgées qui, comme le terrain sportif et l'école adjacents, avait été fondé par une association du quartier ; à terme, la municipalité prévoit sur ce site la construction de 200 logements réservés uniquement aux citoyens juifs.

L'expulsion des populations arabes s'appuie même sur des arguments religieux, par exemple lorsque l'on « découvre » de nouveaux lieux sacrés, ce qui rend légitime aux yeux des autorités l'expulsion des hiérosolomitains (habitants de Jérusalem) non-juifs.

Le remodelage de la ville s'effectue aussi sur le plan architectural avec deux projets phares : la construction sur l'esplanade du mur des lamentations de la plus grande synagogue du monde qui viendrait ainsi masquer la vue sur le dôme du rocher (là où se trouve la plus grande mosquée de la ville), et l'érection d'une autre synagogue dans l'actuel quartier juif, qui deviendrait le lieu religieux le plus haut de la ville.

Le gouvernement israélien et la municipalité réunissent ainsi toutes les conditions pour que Jérusalem soit à jamais capitale indivisible de l'état d'Israël, effaçant peu à peu son histoire palestinienne.

Ce que vivent les familles palestiniennes et ce dont nous pouvons témoigner est la réalisation d'un projet conscient de l'État israélien. Ariel Sharon disait : « la frontière d'Israël c'est là où nous plantons notre dernière arbre ». Qu'il plante un arbre, qu'il trace une route, construise un tramway, un mur ou élargisse une colonie, l'État d'Israël poursuit selon la même logique colonialiste usant de la stratégie du fait accompli.

---

## **Billet n°2 : les Palestiniens de 48, des réfugiés sur leur propre terre**

***Haifa, le 28 juillet 2009***

### **La confiscation des terres par l'Etat d'Israël**

La visite de la vieille ville de Jerusalem et de la partie Est nous avait rendues palpables les discriminations dont sont victimes les citoyens et résidents palestiniens dits de 48 (ceux qui sont restés en Israël après la Naqba).

La rencontre avec [l'association Adalah](#) nous permet à présent de saisir plus précisément comment les mécanismes juridiques mis en place par l'Etat d'Israël, notamment pour l'accès à la terre, favorisent le projet sioniste.

Les Palestiniens de 48 possèdent ont comme caractéristique d'être des réfugiés dans leur propre pays. La ségrégation dont ils sont victimes se manifeste par la perpétuelle confiscation de terres depuis 1948, qui vise à maintenir une majorité juive avec un accès réservé à la terre. Aujourd'hui, moins de 3,5 % de la terre est possédée par les Palestiniens, et cela est de la responsabilité directe de l'Etat qui contrôle 93 % du territoire. Celui-ci est divisé en unités régionales qui délivrent [l'accès à la terre. Pour établir une colonie ou utiliser la terre pour la cultiver ou](#)

construire des bâtiments, il est obligatoire de passer devant une commission d'admission qui relève des autorités régionales. De 1948 à 2003, la raison invoquée pour refuser l'accès à la terre aux Palestiniens était leur nationalité. Depuis 2003 la loi a changé et désormais le critère pris en compte par les commissions d'admission touche à « l'adaptabilité » ou « l'inadaptabilité » sociale des candidats. Les autorités régionales mettent ainsi en place des tests psychologiques qui déterminent cette éventuelle adaptabilité sociale. Tout cela n'a pour but que d'exclure les Palestiniens de l'accès à la terre, mais cette législation est aussi discriminatoire à l'égard d'autres catégories de la population, comme les Ethiopiens, les homosexuels ou les familles monoparentales. {{Evolution de la politique territoriale}} Une des conséquences de cette interdiction de fait d'avoir accès à la terre pour les Palestiniens est de transformer les villages en semblants de camps de réfugiés, avec une augmentation constante de la densité de population. Dans les faits, les autorités arabes au sein du territoire israélien ne contrôlent que 2,5% de la terre, dont seuls 30 % peuvent être développés. La politique israélienne de gestion de la terre est en train de changer, mais dans un sens toujours plus défavorable aux Palestiniens. Après 1948 les propriétés palestiniennes ont été mises sous tutelle du gouvernement israélien, tant qu'une solution au problème des réfugiés n'était pas trouvée : l'Etat en avait l'usufruit mais ne pouvait les vendre. Mais depuis deux ans, une nouvelle législation autorise la vente des terres, c'est-à-dire le transfert de celles-ci de la propriété étatique vers le privé, en particulier concernant des terrains déjà construits. A partir du moment où les terres sont privatisées, il est encore plus difficile pour les Palestiniens de les récupérer. L'Etat israélien cherche ainsi à « résoudre » le problème des réfugiés en les privant à jamais de leurs terres. Cette privation des terres s'accélère actuellement et tend à rendre impossible le retour des 250 000 réfugiés de l'intérieur qui réclament leur droit au retour.

Il faudrait également évoquer la situation des Bédouins qui vivent dans le désert du Néguev/Naqab. Après avoir été chassés de leurs terres, ils ont créé de nouveaux villages afin de survivre. Mais ces villages ne sont pas reconnus par l'Etat israélien ; ils ne bénéficient donc d'aucun service et sont menacés à chaque instant d'expulsion ou de destruction. Le but des gouvernements successifs en Israël est de concentrer les Bédouins dans quelques villages autorisés, afin de contrôler les terres autour ; cette politique se pare du doux euphémisme de « normalisation » mais se traduit en réalité par un appauvrissement des populations bédouines qui sont privées de leurs terres agricoles.

Cette politique spécifique concernant les Palestiniens de 1948 est dans le droit fil des mesures prises à l'encontre de l'ensemble des réfugiés, qui, en plus des exactions quotidiennes, se voient confisquer leurs terres lorsque celles-ci se situent sur le tracé du mur de séparation entre Israël et les territoires Palestiniens.

Que pèsent alors le droit international et les résolutions de l'ONU ? Peu de choses semble-t-il pour l'Etat d'Israël qui s'apprête à graver dans le marbre constitutionnel les politiques mises en œuvre depuis 1948, et renforce les lois répressives, notamment à travers l'interdiction du regroupement familial pour les Palestiniens ou la facilitation de la révocation de leur citoyenneté. A contrario, l'association Adalah a rédigé un projet constitutionnel alternatif oeuvrant à l'égalité totale de tous les résidents d'Israël et au droit au retour des réfugiés. ----- {{{Billet n°3 Jérusalem : les Palestiniens, un peuple "présent-absent"}}} Au cours de nos différentes rencontres avec des Palestiniens de 1948, deux éléments reviennent systématiquement : la Naqba,

comme origine de leur situation présente, et la loi des présents-absents, comme mode législatif de la pérennisation de leur statut de réfugié au sein même de l'Etat d'Israël. {{La Naqba de 1948 à aujourd'hui...}} La continuité du projet raciste et colonial de la classe dirigeante israélienne depuis la création de l'Etat israélien n'est pas évidente si l'on ne considère l'histoire qu'à partir d'une chronologie des événements depuis 61 ans. En effet, si l'on se base sur une telle approche, il semble que selon les périodes et les changements à la tête des institutions politiques israéliennes, américaines ou internationales, les intérêts des Palestiniens ont été parfois pris en compte. Les accords d'Oslo en 1993 sont l'exemple le plus frappant. Mais l'Etat d'Israël n'est pas né d'une simple résolution de l'ONU en 1948. Le "partage" des terres dans les bureaux de New York a donné lieu, en Palestine, au massacre et au déplacement forcé de près de 800 000 personnes : c'est la "Naqba" (la "catastrophe", en arabe). Cette agression n'a pas été un accident, elle est le corollaire et la réalisation concrète du projet sioniste, c'est à dire l'établissement d'un Etat juif, ethniquement homogène. L'objectif affirmé par les dirigeants israéliens et sionistes à l'époque était clair : "libérer" la terre de toute présence non juive afin de réaliser, concrètement, le projet sioniste (établissement d'un Etat juif). L'Etat d'Israël se fonde sur ce massacre raciste, encore largement nié par les autorités israéliennes (et souvent ignoré en dehors du monde arabe).

Expulsés par la force à partir d'un plan militaire pensé, les Palestiniens ont été forcés de quitter leur terres et leurs biens pour rejoindre la Cisjordanie, la Jordanie, l'Egypte, la Syrie ou le Liban : ils sont alors devenus des réfugiés.

### **La « loi des absents » ou comment voler les terres, l'histoire et légitimer l'occupation**

Afin de pérenniser et légitimer ce vol et l'occupation des terres, l'Etat d'Israël produit une loi en 1950, c'est la « loi des absents », devenue depuis un des piliers de l'appareil législatif israélien.. Ironiquement, ce sont les palestiniens expulsés vers les pays voisins qui y sont dénommés « absents ».

Cette loi, toujours en vigueur aujourd'hui définit l'absent comme un habitant ayant quitté les lieux pour un pays ennemi (Liban, Syrie, Jordanie, Egypte, Cisjordanie et Gaza). Elle stipule que les terres ou les biens des « absents » sont mis sous tutelle de l'Etat israélien. Celui-ci en a l'usufruit (possibilité de louer la terre les bâtiments présents, par exemple). Au delà des terres et des maisons, la Naqba a été la source de l'effacement de tout un pan de l'histoire du peuple palestinien.

Comment créer des réfugiés qui continuent de vivre à proximité de leur propre terre ? C'est l'équation qu'est censée résoudre la loi des présents-absents. Concrètement, aujourd'hui, des colons peuvent chasser par la force des familles palestiniennes, puis décréter leur absence ; ainsi l'Etat israélien récupère la terre (ou les biens, le commerce, l'entreprise...) puis la redistribue à des familles juives, afin d'homogénéiser « ethniquement » le pays.

Le parallèle avec le régime d'apartheid qui a sévi pendant plusieurs décennies en Afrique du Sud est très pertinent pour saisir cette situation. Si l'Etat israélien chasse les palestiniens de leurs terres, ce n'est pas seulement pour bénéficier d'un plus vaste territoire, c'est également pour créer un pays où le peuple, qui était encore majoritaire il y a peu, doit disparaître, physiquement mais aussi symboliquement, dans le paysage et dans les esprits.

---

## **Billet n° 4 Jérusalem, : expulsions de familles palestiniennes**

**le 1<sup>er</sup> août 2009**

Vidéo : voir

<http://www.npa2009.org/content/miss...>

---

## **Billet n°5 Bethleem : dans le camp de réfugiés de Deisheh**

**le 3 août 2009**

Vidéo : voir

<http://www.npa2009.org/content/miss...>

---

## **Billet n° 6 : le projet sioniste et le nettoyage ethnique de Jérusalem**

**Jérusalem, le 4 août 2009**

Dimanche 2 août. Ce matin vers 5h, à Sheikh Jarrah, un quartier de Jérusalem Est, sept familles ont été expulsées de leurs maisons par les autorités israéliennes.

Les militants du NPA avaient rencontré ces familles quelques jours avant (voir bulletin de la mission n 1) et passé une nuit auprès d'elles. Une fois la porte enfoncée sans sommation, les policiers ont brutalement sorti hommes, femmes et enfants, molestant certains habitants et ne laissant pas le temps aux femmes de se couvrir de leurs hijab pour ajouter l'humiliation aux violences. Les autorités israéliennes ont expulsé ces familles au prétexte qu'elles ne pouvaient justifier d'un titre de propriété pour ces maisons qu'elles occupaient pourtant depuis les années 1950 ! En fin d'après-midi, sous le regard impuissant des familles et la présence d'une poignée de manifestants internationaux, des familles de colons prenaient possession des lieux. Voilà la réalité crue de la mise en œuvre de la politique sioniste.

Rappelons rapidement qu'en 1967, Israël ne contrôlait aucune terre à Jérusalem Est, aujourd'hui 200 000 colons juifs israéliens occupent la partie palestinienne de la ville en dépit des résolutions internationales et autres accords de paix. L'israélisation de Jérusalem répond à la volonté de faire de la ville la capitale « une et indivisible d'Israël ». Cette politique s'articule en plusieurs axes. Le plus

visible reste bien sûr le soi-disant « mur de sécurité » qui a sorti des quartiers arabes des frontières de la ville (125 000 Palestiniens), mais les retraits de carte de résidents (environ 1 000 chaque année), les destructions de maisons (880 depuis 1994) et la non-délivrance de permis de construire pour les Palestiniens sont les adjuvants efficaces de cette politique de nettoyage ethnique. Israël poursuit patiemment sa guerre démographique et géostratégique pour le contrôle complet de la ville. Si les Palestiniens gagnent la bataille démographique avec des taux de natalité largement supérieur, les Israéliens gagnent en revanche la guerre géostratégique. Le projet de conquête de la grande cité de David - cité mythique puisque jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle la ville ne faisait qu'un kilomètre carré- progresse chaque jour un peu plus, loin des feux médiatiques, redessinant ainsi complètement les contours de la ville sainte.

La colonisation sioniste est un projet total, prenant de multiples formes. L'archéologie et le tourisme sont deux vecteurs parmi d'autres de l'accomplissement de la grande capitale d'Israël. La société des fouilles archéologiques israélienne s'active chaque jour dans la vieille ville et ses alentours pour mettre en exergue le riche patrimoine de la cité millénaire...lorsqu'il contribue à justifier la présence juive, à construire une continuité historique. Près de la porte de Damas, contrairement aux règles de l'UNESCO, un centre de police et une salle des fêtes ont été construit sur une fouille archéologique de la période romaine. Un peu plus loin, les ossements d'un cimetière abbasside ont été déplacés et enterrés on ne sait où, sans qu'aucune publication n'ait été faite sur cette découverte majeure. Il est donc très difficile aujourd'hui de différencier l'archéologue du colon, cela n'a rien d'étonnant lorsque l'on sait que les principaux financements de la société des fouilles archéologiques israélienne proviennent d'associations de colons. Le tourisme lui aussi s'inscrit dans l'accomplissement de la Jérusalem israélienne. Chaque année, 6 millions de touristes s'invitent dans les murs de la vieille ville dont 2,5 millions d'internationaux. Cette manne touristique entraîne bien évidemment la construction d'hôtels, de restaurants (il y a 30 Mc Do à Jérusalem) et autres infrastructures d'accueil entraînant une pression foncière sur les populations les plus défavorisées...les populations palestiniennes.

Le nettoyage ethnique continue à Jérusalem et les sept familles de Sheikh Jarrah, si elles ne sont qu'une goutte d'eau dans le flot des expulsions, sont des victimes sur lesquelles nous avons pu mettre un visage loin de l'abstraction des chiffres qui masque la cruauté de la politique sioniste. Aujourd'hui, ces familles n'ont plus de toit, n'ont plus de terre.

---

## **Billet n°7 Naplouse : la culture en résistance**

**Vendredi 7 août 2009**

***Aux cotés de la résistance politique et sociale, la culture irrigue également la résistance du peuple Palestinien.***

Alors que le projet sioniste tend à effacer l'identité Palestinienne, la réappropriation de leur culture par les Palestiniens participe de la formation d'une conscience collective, qui vit et lutte face à l'occupation.

C'est lors d'un festival commémorant la Naqba (catastrophe en arabe, et dans ce cas précis l'expulsion des Palestiniens de leurs territoires en 1948) que nous avons pu assister à un spectacle mêlant culture traditionnelle et danse contemporaine.

Devant un amphithéâtre en plein air plein à craquer, la troupe de danse populaire Al Fanon Al Sha'abia, originaire de Ramallah a donné un spectacle dont les thèmes traditionnels, l'évocation du quotidien à travers la dabqa (danse traditionnelle) étaient réactualisés par une mise en scène résolument contemporaine. De même pour le récit de la vie pendant les couvre-feux (entendons par là l'interdiction de quitter son domicile pendant parfois plusieurs jours ou plusieurs semaines) qui donna lieu à plusieurs numéros de danse. Le clou du spectacle fut un solo de danse à travers une scène jonchée de corps agités de secousses, évoquant la solitude de Gaza face à l'occupation israélienne, sur les accords d'une chanson dont les paroles avaient été réécrites pour l'occasion. Au fond de la scène trônait un mystérieux nombre, 194, dont tous les Palestiniens saisissaient le sens. C'est en effet de le numéro de la résolution de l'ONU qui établit le droit au retour des réfugiés Palestiniens, résolution qui depuis 1948 n'est pas respectée par l'Etat d'Israël.

De nombreux exemples témoignent de la réappropriation de contenus culturels par les Palestiniens, ainsi que des difficultés qui sont faites aux artistes de circuler librement pour donner leurs représentations ; lors du festival de Bethléem, la troupe de danse est d'ailleurs arrivée avec plus de deux heures de retard parce qu'elle était bloquée au check-point...

C'est une même volonté de transmission et de résistance qui anime les initiateurs du centre Awtar de Naplouse qui depuis des années permet aux enfants de la ville de bénéficier d'une formation à la musique et aux instruments traditionnels, le tout de façon bénévole.

Alors que tant de jeunes Palestiniens sont privés de leur jeunesse, de telles initiatives permettent de lier pratiques artistiques et découverte d'un patrimoine commun qui ne doit pas mourir.

---

### **Billet n°8 Abou Khaf : avec Ibrahim, bédouin d'un village « non reconnu »...**

**Vidéo.**Voir :

<http://www.npa2009.org/content/mission-en-palestine-de-militants-du-npa-billet-n%C2%B08-abou-khaf-avec-ibrahim-b%C3%A9douin-dun-villa>

---

### **Billet n°9 Jérusalem : contre l'apartheid, boycottons !**

**Mardi 11 août 2009**

Israel est souvent identifié à un régime d'apartheid. Pour beaucoup de nos interlocuteurs, cette caractérisation est essentielle à la fois pour comprendre et décrire la situation en Palestine mais aussi car elle permet de puiser des outils de résistance et de lutte dans une expérience historique, celle de l'Afrique du Sud.

L'Apartheid en Afrique du Sud se caractérisait à la fois par une répartition très inégale de la terre et, politiquement, par une recherche de légitimation internationale en se présentant comme un Etat



démocratique.

En Afrique du Sud, 87% du territoire était propriété des Afrikaners tandis que la population noire majoritaire vivait sur les 13% restant. Afin de pouvoir afficher un visage démocratique, l'Afrique du Sud avait choisi de déclarer chaque Bantoustan entité indépendante. Résultat : alors que la population blanche représentait 10% de la population totale, elle se retrouvait majoritaire et omnipotente sur une terre débarrassée de ses habitants d'origine.

Aujourd'hui, nous pouvons observer un schéma très similaire en Palestine : dans l'Etat d'Israël, 97% des terres sont aujourd'hui détenues par et pour la population juive. En Cisjordanie, l'occupant s'approprie près de 50% des terres. De plus, la division de la Cisjordanie en trois zones (nord-centre-sud) qui se dessine de plus en plus clairement ici, n'est pas sans rappeler la bantoustisation.

Si l'on observe en détails les termes de la Conférence de suppression et de sanctions du crime d'apartheid de 1973, Israël correspond à chaque cas énoncé.

Selon cette conférence, tout régime niant, entre autres, les droits de retour, de mouvement, de nationalité et instaurant des mesures législatives visant à diviser la population en créant des ghettos et en empêchant les mariages mixtes par exemple ou en expropriant des groupes ethniques, se rend coupable de crime d'apartheid.

L'Etat israélien correspond en tous points à cette définition de l'apartheid.

Pourtant les deux systèmes, israélien et sud-africain diffèrent en partie quant à la manière d'appliquer ce régime discriminatoire.

La première nuance étant que, si l'Apartheid des Afrikaners apparaissait très clairement, notamment à travers les différents écriteaux, les places de bus réservés, etc... l'apartheid israélien est plus indirect, plus sophistiqué. Notamment en Israël. Les Palestiniens citoyens d'Israël, s'ils bénéficient du droit de vote, n'en sont pas moins des citoyens de seconde zone si l'on observe les conditions concrètes de vie. Sans compter que l'accès à la terre et à la propriété leur est rendu impossible puisqu'il existe un test d'adaptabilité sociale pour lequel ils n'obtiennent jamais de résultats positifs.

En outre, l'objectif de l'Apartheid sud-africain était de réduire la population indigène à une main d'œuvre corvéable à merci. Ici, en plus d'utiliser la main d'œuvre bon marché que représentent les Palestiniens, Israël, Etat juif, cherche avant toute chose à réduire au maximum la présence de non-juifs par une stratégie vicieuse de déni de droits, de confiscation de la terre, de racisme et de violences quotidiennes à l'encontre des populations civiles qui s'opposent à ce système d'apartheid.

## **Réagissons ! Boycottons !**

Devant un tel constat et face à l'immobilisme de la communauté internationale, il est vital que la société civile se mobilise comme elle l'avait fait avec succès dans le cas de l'Apartheid sud-africain en prenant part à la campagne BDS (Boycott-Desinvestissement-Sanctions).

Depuis 2005, l'ensemble de la société civile et politique palestinienne a appelé au boycott économique, culturel, sportif et académique d'Israël. Il s'agit d'un moyen de pression visant à mettre fin à l'Apartheid et à l'occupation mais également à lutter pour la reconnaissance du droit au retour de tous les Palestiniens sur leur terre.

Depuis le début de cette campagne, ses animateurs peuvent se féliciter d'un certain nombre de victoires, notamment contre l'entreprise française Véolia, qui participe à la construction du tramway reliant Jérusalem aux colonies et qui a essuyé des pertes de contrats évaluées à environ 11 milliards



de dollars, selon le coordinateur de la campagne BDS Omar Barghouti. Notons aussi que lors du festival du film international à Edimbourg, Ken Loach, soutien de la campagne BDS a menacé de boycotter la manifestation si ses organisateurs acceptaient les subventions proposées par le consulat israélien. Ceux-ci ont finalement cédé !

Aujourd'hui, de plus en plus d'organisations dans plusieurs pays ont choisi de prendre part à cette campagne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions à l'égard d'Israël.

En France, cette campagne a notamment pris pour cible l'entreprise israélienne Agrexco, financée à 50% par l'Etat israélien. Agrexco est spécialisée dans l'exportation de fruits de légumes et de fleurs et distribue les marques Carmel, Biotop et Ecofresh. Agrexco commercialise 70% des produits provenant des colonies de la vallée du Jourdain où 7000 colons occupent 95% des terres et contrôlent 98% de l'eau. Par ailleurs George Frêche, président de la Région Languedoc-Rousillon a choisi d'implanter l'entreprise dans le port de Sète, faisant de la ville la porte d'entrée européenne des produits israéliens.

Quant au pendants universitaire et académique du boycott, des réserves existent en France. Chez un grand nombre d'universitaires français la rupture des relations avec leurs collègues israéliens semble une réponse disproportionnée. Pourtant, notons que les universitaires israéliens ne se sont jamais mobilisés en faveur des droits de Palestiniens et, contrairement aux idées reçues, ne vivent pas dans leur tour d'ivoire puisque chaque professeur d'université porte également la casquette de réserviste et effectue chaque année plusieurs semaines au sein des forces armées israéliennes. De plus, par leur passivité, ils se rendent complices du racisme lors du recrutement des étudiants. Rappelons ici que l'Université Hébraïque de Jérusalem est construite sur des terres confisquées aux Palestiniens...

Aujourd'hui il est vital de répondre à cet appel.

Le NPA, ainsi que de nombreuses organisations, travaille à construire en France une campagne massive et unitaire. Un appel a été lancé pour faire du 10 octobre une grande journée nationale pour le boycott d'Israël en poursuivant notamment la mobilisation citoyenne contre l'implantation d'Agrexco dans le port de Sète.

***Soyons nombreux, réagissons, boycottons !***

---

### **Témoignages....**

Vidéo.Voir :

<http://www.npa2009.org/content/mission-en-palestine-de-militants-du-npa-t%C3%A9moignages>

---

## **Union des comités des femmes palestiniennes : dans la lutte commune se construit l'égalité**

L'union des comités de femmes palestiniennes a été créée en 1980 et connaît aujourd'hui un succès populaire sur l'ensemble des territoires palestiniens.

Cette association est implantée dans toutes les grandes villes (y compris à Gaza) où elle s'organise autour de comités locaux. Dans le cadre de notre mission en Palestine, nous nous sommes rendus à Hébron où nous avons rencontré cette association qui structure grandement au le mouvement d'émancipation des femmes palestiniennes participant ainsi au renforcement du mouvement de libération nationale.

Comme nous l'avions déjà constaté en visitant des camps de réfugiés ou en rencontrant des associations comme Aoutar (école de musique à Naplouse), les questions sociales et culturelles sont, en Palestine notamment, intimement liées aux questions politiques : et il ne pourrait y avoir de luttes distinctes qui ne sauraient prendre en compte à la fois les enjeux sociaux et politiques qui se posent aux palestiniens dans leur combat.

Avant d'être une organisation de femmes, cette association se définit comme une organisation de lutte pour la libération nationale : cette conception irrigue toutes ses actions et dessine son profil militant. Bien plus qu'une association à visée sociale ou humanitaire, celle-ci considère que seule la prise en compte collective des problèmes individuels peut aboutir à l'édification d'un projet national viable, en permettant l'implication de toutes et tous dans la lutte. La politisation de la sphère privée, et sa transformation en point d'appui pour tous les palestiniens (hommes ou femmes) pour construire le mouvement de libération nationale, est son principal objectif. Ainsi, ces militantes palestiniennes tentent d'endiguer les inégalités qui existent (répartition des tâches ménagères, indépendance financière des femmes, violences conjugales...) en misant sur l'éducation (juridique, culturelle, sexuelle, etc...) et l'accès au travail afin de porter un projet national palestinien basé sur ces mêmes principes : justice, égalité et dignité.

Afin de mener à bien ses missions, l'association organise des réunions qui visent à éduquer politiquement les palestiniennes. Plus concrètement, ce mouvement tente également de permettre aux femmes d'accéder à un travail et a poussé certaines localités à construire des serres dans lesquelles les femmes cultivent des fruits et légumes toute l'année (elles ne touchent pas de salaire mais vendent directement leur production). De plus, l'association a obtenu des municipalités la construction de maisons d'accueil pour les enfants qui sont gérées par les comités de femmes.

Enfin, d'un point de vue plus global, ces femmes luttent pour que la question des femmes soient prises en compte au niveau législatif et participent à la construction de cadres de type des « planning familiaux ».

Cette approche globale articulant en permanence « sphère publique » et « sphère privée » permet, dans le même temps, de s'affronter aux problèmes « individuels » tout en pensant des solutions collectives : agissant depuis plus de 20 ans dans ce sens, l'association est devenue une référence pour tous les palestiniens et palestiniennes, qu'ils habitent en ville, à la campagne ou dans des camps de réfugiés.

---